

**Objet :** --- M+9 --- OMC - Après Hong-Kong, interview de Pascal Lamy - 24 février 2006

**Date :** Vendredi, 24 février 2006 17:39

**De :** Alain-Lecourieux <lecourieux.alain@wanadoo.fr>

**À :** <commission-europe@ras.eu.org>

**Conversation :** --- M+9 --- OMC - Après Hong-Kong, interview de Pascal Lamy - 24 février 2006

## **Pour Pascal Lamy, la "crédibilité politique" de l'OMC est en jeu dans les négociations du cycle de Doha**

LE MONDE | 24.02.06 | 15h17 🍏 Mis à jour le 24.02.06 | 15h27

**Vous êtes directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis le 1er septembre 2005, pensez-vous qu'il soit possible de sauver le cycle de Doha d'ici à fin avril ?**

La négociation a repris de la dynamique. La rencontre de Hongkong en décembre 2005 a certes constitué un succès modeste, mais elle a permis de défricher les sujets. Il va maintenant falloir que les trois principales forces en présence bougent : l'Europe doit progresser sur les tarifs agricoles, les Etats-Unis sur la réduction de leurs subventions internes aux agriculteurs, et le G20 sur les droits de douanes pour les produits industriels et les services. La bonne volonté est là ; chacun négocie en bilatéral et teste ce qu'il va pouvoir échanger. On est en train de passer d'un "*je ne fais rien si tu ne fais rien*" à un "*je fais si tu fais*".

**L'Europe est-elle en mesure de bouger sachant que la France défend bec et ongles son agriculture ?**

L'offre européenne est certainement à améliorer. C'est pour l'instant un cadre à l'intérieur duquel de la flexibilité peut être trouvée. Ce n'est pas à moi de dire ce que les Européens doivent faire, mais je peux rappeler que la politique commerciale se décide à la majorité qualifiée au sein de l'Union.

**Un échec des négociations du cycle de Doha signerait-il l'arrêt de mort du multilatéralisme ?**

C'est un des enjeux si l'OMC ne produit pas de résultat après cinq ans de négociations. Il s'agira d'un problème de crédibilité politique, surtout si on veut rééquilibrer les échanges en faveur des pays en développement. Si le système multilatéral sort affaibli de ces négociations, ce sera en effet une mauvaise nouvelle pour les pays les plus pauvres qui ne seront pas en mesure de faire prévaloir leurs intérêts dans un cadre bilatéral.

**Certains dénoncent une vague de protectionnisme, notamment en France.**

N'exagérons pas. Il y a toujours eu du protectionnisme, il y en a moins, mais cela se voit plus qu'avant. Il s'agit surtout d'attitudes et de gestes, pas vraiment d'actes concrets.

La globalisation va très vite et plus vite que nos mentalités. Or elle est surtout perçue du point de vue du travailleur, et non de celui du consommateur : la population est sensible aux pertes d'emplois liées à l'émergence de nouvelles économies, mais elle oublie que les produits achetés dans les grandes surfaces sont moins chers du fait de la mondialisation.

Il y a eu une période où nos hommes politiques étaient moins frileux vis-à-vis de ce phénomène, mais quand vous dirigez un pays où les gens sont anxieux, c'est plus difficile de dire "ne vous inquiétez pas, je m'occupe de l'avenir".

**On s'est inquiété des tee-shirts fabriqués en Chine, maintenant on s'alarme du rachat d'Arcelor par Mittal ou de ports américains par une entreprise de Dubaï...**

Ce sont des opérations d'un nouveau type. Quand ce sont les Européens qui lancent ce genre d'offres, ils n'en voient pas la nouveauté ; quand ce sont des Américains qui investissent, cela semble normal, mais quand ce sont des Chinois ou des Indiens, c'est presque anormal pour l'opinion publique.

Il faut s'y habituer, car un jour ce seront des Sud-Africains ou d'autres qui le feront. Il n'est pas étonnant que cette nouveauté ait du mal à s'imposer dans la culture d'un pays comme la France. Mais il faut se mettre à la place des Indiens. Lafarge rachète bien des entreprises chez eux. Et puis Arcelor est une entreprise mondialisée avec un siège européen. Même chose pour Mittal sur un marché sidérurgique très mondialisé. C'est le monde tel qu'il est désormais, mais cela n'empêche, comme c'est une opération, au demeurant hostile, elle suscite une large émotion.

**Le Salon de l'agriculture ouvre ses portes samedi 25 février. Quel message adressez-vous aux agriculteurs français qui sont rétifs à l'égard de la libéralisation des échanges agricoles ?**

Je reste d'avis que la position française est excessivement défensive sur la question agricole. Dans ce domaine, la France produit 100, elle consomme 60 et exporte 40, dont les trois quarts sur le marché intérieur européen. Elle enregistre un excédent avec les Etats-Unis, alors je ne comprends pas pourquoi elle adopte une position ultra-défensive.

L'enjeu stratégique pour la France, c'est le marché intérieur européen,

avec ses 400 millions de consommateurs. Quand on a un tel avantage comparatif, il faut chercher à consolider ce marché. Il vaut mieux que les producteurs inefficaces cèdent la place plutôt que de pousser à la hausse des prix ou des subventions.

Les agriculteurs français ont intérêt à avoir une position offensive sur le marché européen, en matière de valeur ajoutée et de qualité. Il y a un savoir-faire en France, des terroirs, des appellations d'origine qui peuvent répondre aux exigences sanitaires et au souci de qualité des consommateurs en Europe. Les exploitants français ne doivent pas se considérer comme étant sur la touche dans un monde hostile.

**Propos recueillis par Laetitia Clavreul, Frédéric Lemaître et Philippe Ricard**